

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 13 novembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le treize novembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, MARRON Corentin, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

Excusés : DURIEU Joël donne procuration à JEAN LEYNAUD Sylvie, TASTEVIN Marie-Françoise donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, HADDAD Catherine donne procuration à ROCHE Eliette, SAUGET Elisabeth donne procuration à MARRON Corentin, VERNEDE Corinne donne procuration à MEYER Jean-Yves, BOYER Alain donne procuration à LOYET André, AMRANI Hasiba donne procuration à ROGIER Monique, TEYSSIER Nicolas donne procuration à BOUSCHON Max, JOLY Delphine donne procuration à CIVIER Stéphane, ARMAND Michel donne procuration à DAUMAS Jacques, GUIBERT Alexandra donne procuration à VERMOREL Guillaume, CAUQUIL Alexandra donne procuration à CONSTANZO André

Absent : KAPPEL Roger

Secrétaire de séance : Corentin MARRON

Date de la convocation :

Délibération n°2025-184

5 novembre 2025

OBJET : Délibération relative aux dérogations au repos dominical accordées par le Maire dans les commerces de détail en 2026 - Secteur "automobile"

Transmis au représentant de l'Etat le :

Affiché le :

Notifié le :

17 NOV. 2025

17 NOV. 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2121-29, L 2121-1 à L2121-23, R2121-9 et R2121-10 qui concernent le conseil municipal et ses modalités de fonctionnement ;

Vu le Code du Travail et notamment ses articles L 3132-20, L 3132-21, L 3132-22, L 3132-23, R3132-2, L 3132-26 et L 3132-27 ;

Vu la loi n° 2015-990 du 06 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques qui prévoit d'étendre à 12 le nombre de dérogations au repos dominical ;

Vu l'avis favorable de la CCBA en date du 09 octobre 2025 suite à la demande d'avis à l'EPCI du 29 août 2025 ;

Vu l'avis favorable émis le 29 septembre 2025 de la CCI suite à la demande du 29 août 2025 ;

Vu les demandes d'avis aux organisations patronales et salariales, le 21 août 2025,

Vu la réponse du syndicat UL CGT Ardèche en date du 25 août 2025,

Vu la réponse du syndicat MEDEF Drôme-Ardèche en date du 22 août 2025,

Considérant la demande de Monsieur Claude CHAPOUAN, Président MOBILIANS Drôme Ardèche, en date du 28 juillet 2025, pour le secteur « AUTOMOBILE »,

Considérant l'intérêt économique d'une ouverture exceptionnelle à caractère dérogatoire pour ce secteur,

Considérant que seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit peuvent travailler le dimanche. La contrepartie qui leur est accordée correspond à :

- un salaire au moins double (soit payé à 200 % du taux journalier),
- un repos compensateur, équivalent en nombre d'heures travaillées ce jour-là, payé dans le cadre du maintien du salaire mensuel,

Considérant que la liste de ces dimanches doit être arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante,

Il est proposé au Conseil Municipal d'accorder une dérogation au repos dominical dans les commerces de détail pour l'année 2026, pour le secteur de l'automobile aux dates suivantes :

18 janvier 2026,

15 mars 2026,

14 juin 2026,


13 septembre 2026,

11 octobre 2026.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité avec 26 voix pour et 6 voix contre (ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, DELAUCHE Henri) :

- **Approuve** les dates de dérogations au repos dominical proposées pour l'année 2026 pour le secteur de l'automobile ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Extrait certifié conforme,

<p>Jean-Yves MEYER, Maire</p> 	<p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)</p>
---	---